

Les régulateurs : un réformisme du temps de crise

SOMMAIRE

- I LE CHOIX DES FAITS OU L'ARBRE QUI CACHE LA FORET
 - II LA DITE REGULATION MONOPOLISTE
 - III UNE NOUVELLE REGULATION, UN NOUVEAU CONSENSUS SOCIAL
 - IV DU TISSU NEUF POUR UN VIEUX COSTUME
-

Il y a, dans la gauche dite réformiste, une sorte de querelle des anciens et des modernes. Devant l'échec des premiers, les seconds affirment que ce n'est pas le réformisme qui est condamné, mais les vieilles théories. Eux nous proposent une voie qui serait, comme il se doit, nouvelle : ni marxiste (c'est dogmatique), ni sociale-démocrate (c'est rétro), la voie d'un capitalisme dont les effets pervers seraient enfin maîtrisés. Un capitalisme « régulé » disent-ils.

Il est difficile, du moins il l'est de plus en plus, de soutenir la voie PC-PS. Pour cette gauche, on s'en souvient, la crise était surmontable grâce à l'arrivée de nouveaux gestionnaires et à la relance de la consommation.

Pour le PC notamment la crise était « voulue ». Les patrons de droite « organisaient » l'exportation des capitaux, le sabotage, la casse. Il suffisait de mettre à leur place des bons patrons de gauche, grâce aux nationalisations, pour repartir de l'avant. La lutte contre le capitalisme était et est remplacée par la lutte des gentils contre les méchants. L'absurdité de ce mauvais western saute aux yeux, car on ne voit pas pourquoi les capitalistes auraient saboté le capitalisme, ni pourquoi, en conséquence, d'autres feraient autre chose que rechercher le profit.

Avec l'idée qu'en relançant la consommation on relancerait la production, la gauche-rétro avançait un argument d'apparence plus logique. Logique toute superficielle toutefois. Car, outre que produire toujours plus et n'importe quoi n'est pas un objectif d'intérêt social évident (au contraire), la relance de la production n'est, premièrement, pas synonyme de fin du chômage, ni, deuxièmement, automatiquement conséquence de la relance de la consommation. Comme l'expérience d'après 1981 l'a amplement prouvé.

L'erreur vient ici de ce que l'origine de la crise est vue dans le déséquilibre entre production et consommation et, notamment, dans la sous-consommation. Or, ce déséquilibre n'est qu'un aspect que prend la crise du capitalisme, non son fondement. Qui plus est c'est dans le facteur production et non dans le facteur consommation qu'il s'amorce. La crise du capitalisme a débuté par la baisse de la croissance des investissements et de la production, ce qui a entraîné le chômage et la baisse de la consommation. Ce n'est pas par l'effondrement de la consommation qu'elle a commencé (les experts s'étonnaient même, à l'époque, de la « stagflation »).

C'est ce qu'ont remarqué les théoriciens de la gauche moderne. C'est un courant qui prétend s'élever contre cette rare indigence intellectuelle de la gauche, rétro et officielle (dans le bain sale de laquelle ils n'hésitent pas à inclure le marxisme). Certaines de ses composantes sont appelées « la gauche américaine » (Michel Rocard, Edmond Maire), d'autres sont le Cérès, d'autres minoritaires à la CFDT, etc. Mais les théoriciens-leaders en sont plutôt un noyau de « grosses-têtes », universitaires, cadres de l'INSEE ou de bureaux d'études de l'État comme le

CEPREMAP. Ils sont payés à réfléchir, analyser, écrire, avec tous les outils à leurs dispositions (statistiques, etc.). Et ils le font, dans toutes sortes de revues ou livres qui leur donnent une influence d'autant plus grande qu'ils sont réputés spécialistes et souvent ex-gauchistes. Ils ne sont évidemment pas d'accord sur tout, mais s'entendent bien sur l'essentiel. Un des plus à gauche dit de ceux les plus à droite : « **J'ai une certaine faiblesse pour la gauche américaine** »¹. Bref, ils forment un courant que nous appellerons : les régulateurs².

Les nouveaux économistes ont les mêmes préoccupations que la gauche officielle : trouver une voie pour sortir le capitalisme de la crise sans révolution et, espèrent-ils, sans guerre. Le " nouveau " est leur grande prétention. Ils apportent, selon eux, une théorie nouvelle : le capitalisme, n'est plus ce qu'il était (et ce que Marx en a dit), la crise d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de l'entre-deux guerres et la lutte des classes n'est absolument plus la même. On verra que ce qui n'est pas nouveau, en tout cas, c'est la prétention de ces intellectuels à proposer une troisième voie, ni capitaliste, ni socialiste, à conseiller à la bourgeoisie ce qu'elle devrait faire pour que tout aille bien.³

Et c'est bien ce qui nous met la puce à l'oreille : tout cela sent en fait profondément le réchauffé. Nous verrons que ce qui sépare nos régulateurs (du moins certains d'entre eux) des révisionnistes est seulement qu'ils recherchent l'équilibre du couple production-consommation non dans la fuite en avant vers le « produire plus-consommer plus », mais, derrière l'abri du protectionnisme, dans le « travailler moins, produire moins, consommer moins ». C'est la lutte de la tendance « productiviste » contre la tendance « conviviale » de la bourgeoisie. Ou encore de ceux qui privilégieraient la quantité contre les partisans de la qualité. C'est opposer les deux faces d'une même médaille. C'est rechercher l'équilibre social dans l'équilibre du rapport production-consommation. Ce qui, non seulement est une vue erronée car purement économiste, mais encore ne voit de l'économie qu'un aspect secondaire.

I LE CHOIX DES FAITS, OU L'ARBRE QUI CACHE LA FORET

La force, et l'intérêt aussi, d'un courant comme celui des régulateurs c'est de s'appuyer sur certaines réalités du capitalisme contemporain, dont ne rendait compte aucun autre courant, et surtout pas les soi-disant marxistes officiels de la mouvance PCF. Il faut voir les faits nouveaux, être concret, ne pas répéter les vieilles formules face à une société qui évolue. Fort bien, prenons-en de la graine.

Mais cela justifie-t-il de ne prendre en considération que ce qui apparaît comme nouveau (comme l'expansion du niveau de vie dans certains pays capitalistes après la guerre par exemple ?) et oublier le reste ? Et être concret peut-il être confondu avec la méthode qui consiste à ériger le spécifique d'une époque comme toute la réalité, ou l'essentiel de la réalité de cette époque ? Il semble simple de répondre non. Mais c'est pourtant la méthode qu'utilisent nos régulateurs.

Ils sélectionnent et isolent soigneusement les situations et les faits spécifiques qui leur permettent de décrire l'histoire du capitalisme comme une succession de « régulations » (d'équilibre entre production et consommation, de consensus social), les crises n'étant que des périodes de mutations d'un équilibre à un autre.

1 Alain Lipietz. Les Temps Modernes. Avril 83. p373.

2 Un petit ouvrage, très bien fait et simple, résume l'essentiel de leurs thèses, celui d'A. Lipietz and Co, « La crise », Editions Syros (1983). A lire absolument. Dans ce courant citons quelques maîtres. Outre A. Lipietz, sans doute le plus significatif et le plus brillant, Denis Clerc, R. Boyer, M. Aglietta, M. Beaud, B. Coriat, A. Gorz, etc. Le numéro d'Avril 1983 des Temps Modernes sur la crise publie des articles de presque chacun d'eux. On peut voir aussi le Monde Diplomatique de Juin 83 (article d'A. Lipietz sur l'éloge du protectionnisme) ou le numéro spécial d'une revue de ce courant : « Alternatives Economiques » (15 Avril 83).

3 André Gorz, par exemple, après avoir fait ses adieux au prolétariat, nous décrit le « Paradis » où chacun ne travaillerait plus que 1000 heures par an, disposerait du droit à la paresse etc. Parfait. Mais il explique tellement bien que cela serait mieux pour tout le monde (toutes les classes) qu'on se demande pourquoi la bourgeoisie n'accepte pas immédiatement ses propositions... par refus idéologique seulement explique Gorz (dans « Le Chemin du Paradis »). Alors heureusement qu'il y a des génies comme lui pour diffuser la bonne idéologie et décrire le paradis de telle sorte que toutes les classes soient convaincues d'y aller par la force de son imagination et de sa plume.

Au lieu de comprendre ce fait que la crise est de plus en plus l'état permanent du capitalisme, manifestant qu'il approche de sa fin (mais dire cela est pour eux être « catastrophiste »), les régulateurs la pensent passagère, l'équilibre étant l'état normal : reste à trouver le meilleur possible, car selon eux le capitalisme a le choix.

Ainsi le cadre général de leur raisonnement est à peu près le suivant :

1/ Au lieu d'envisager toute la période du capitalisme monopoliste (phase de l'impérialisme qui, grosso-modo, couvre la fin du 19^{ème} siècle à nos jours), ils s'obnubilent sur la seule petite période particulière d'expansion des années 1950-70. Oubliant 60 années de crises et de guerres de plus en plus graves, ils en déduisent que le capitalisme des monopoles avaient mis au point une « régulation monopoliste » lui permettant de contrôler son développement et d'éviter les effondrements types 1929 ou les guerres mondiales. Régulation assurant, par ailleurs, l'extension du niveau de vie et des droits démocratiques.

2/ Dans leur description de ces vingt années, nos régulateurs font tout à fait abstraction de la situation mondiale, des peuples opprimés, des guerres, cela leur permet de dresser un tableau idyllique des « 20 glorieuses » dans les métropoles. Comme si le tout relatif bien être qui y a régné ne devait rien à l'exploitation, au pillage, à la ruine du « tiers-monde ». Par contre-coup d'ailleurs la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme n'apparaît pas comme un facteur important dans le murissement et l'éclatement de la crise pour nos régulateurs (facteur attribué par eux aux seuls ouvriers métropolitains).

3/ Leur description de la glorieuse « régulation monopoliste » est en conséquence tout à fait unilatérale. Ils ne voient pas qu'y compris dans cette période d'expansion des années 50-70 le système impérialiste est en crise au sens où il ne se développe qu'au travers d'importantes convulsions dans le monde et qu'en accumulant les facteurs de la crise. Il ne s'agit nullement d'un développement équilibré. Et quant aux facteurs spécifiques de la crise actuelle, que nos régulateurs érigent en caractères généraux « nouveaux » du capitalisme (comme par exemple : pas de krach financier comme en 1929, pas d'écroulement des salaires, de la consommation, de la production), nous verrons qu'il ne s'agit que d'aspects, réels certes, mais tout à fait secondaires et surtout provisoires de la crise. Tout prouve d'ailleurs qu'elle rejoint petit à petit les formes « classiques ». Le fait qu'elle ne se déroule pas au même rythme, ne présente pas exactement les mêmes symptômes immédiats qu'en 1929 ne signifie nullement que la maladie soit profondément différente. Pas plus que le fait que le malade se croit bien portant et ignore la maladie qui le ronge intérieurement ne prouve que son état est bon, bien régulé. Il est vrai que la concentration monopoliste, le rôle accru des Etats, des institutions financières et politiques internationales, les nouvelles formes salariales (salaires indirects) etc. ont permis de freiner l'évolution de la crise, en un sens le capitalisme est mieux organisé aujourd'hui qu'hier. Mais contrairement aux régulateurs qui opposent de façon radicale 1929 et aujourd'hui (ce fut en tout cas un de leur principal cheval de bataille, petit à petit abandonné au fur et à mesure de l'aggravation de la crise actuelle qui la rapproche de celle de 29 jusque dans ses effets), nous disons qu'il s'agit, fondamentalement, de la même crise de suraccumulation de capital qui ne peut présenter que deux issues guerre ou révolution. Aux régulateurs de choisir celle pour laquelle ils veulent travailler.

Tout cela a pour conséquence que ce qu'on pourrait approuver chez nos régulateurs comme analyse utile et nécessaire des conditions concrètes et spécifiques dans lesquelles les mécanismes fondamentaux des crises capitalistes agissent aujourd'hui, on ne peut que le rejeter comme analyse générale d'une crise nouvelle se développant sur la base de contradictions nouvelles d'un capitalisme nouveau. L'accepter serait non seulement faux, mais bien pire serait en accepter les conclusions et objectifs politiques : proposer une nouvelle voie réformiste, un second souffle à la gauche, au capitalisme, essayer d'en retarder la fin. C'est pourquoi nous allons rejeter maintenant et l'analyse de la régulation monopoliste et ses objectifs politiques.

II LA REGULATION DITE MONOPOLISTE

Nous l'avons dit, ce qui fascine nos régulateurs, c'est l'équilibre. Et pour eux la régulation monopoliste est

l'équilibre enfin trouvé de l'époque des monopoles entre le couple miracle taylorisme-fordisme⁴. Voyez comme ça fonctionne bien :

Taylor permet le développement inouï de la production de masse grâce à sa fameuse organisation scientifique du travail, dont l'exemple achevé est la chaîne, qui décompose au maximum les gestes, les chronomètre, les vide de toute signification. Taylor permet de produire des millions de voitures à des coûts très bas... Mais à qui les vendre ? On ne sait pas, et c'est la crise de 1929 dite par nos régulateurs crise de sous-consommation.

Arrive Ford. Notre lascar comprend que « **pour consommer beaucoup, ne comptons pas sur les riches, disait Ford : ils ne sont pas assez nombreux** »⁵. Alors, de même qu'Alphonse Allais préconisait de mettre les villes à la campagne, Ford imagine un système simple : rendre les pauvres plus riches. Il a donc l'idée géniale de doubler les salaires de ses ouvriers. Il fait d'une pierre deux coups. Un, il équilibre production et consommation de masse. Deux, il trouve la recette du consensus social, car en échange de ces salaires élevés les ouvriers acceptent sans broncher l'horrible travail taylorisé. Le consensus social est scellé par les structures de concertation Etat-patron-syndicats qui contractualisent le partage du gâteau par le biais des conventions collectives, organismes paritaires type Sécurité Sociale, Unedic, etc. L'ouvrier a échangé la quantité (niveau de vie) contre la qualité (vie abrutissante). L'augmentation constante de la productivité, grâce à Taylor permet au capitaliste de dégager des ressources suffisantes pour financer à la fois les profits, les investissements et les salaires. Productivité et profits accrus, équilibre économique et social : tout baigne.

Ouvrons ici deux parenthèses dans le raisonnement des régulateurs :

1/ Ils « oublient » que tout ce bel équilibre fonctionne sur le faible coût des matières premières importées par le pillage des pays dominés : les « bienfaits » du fordisme sont forts sélectifs, et l'équilibre décrit ne rend pas compte de l'ensemble du système impérialiste.

2/ Ils « oublient » que le couple taylorisme-fordisme n'a pas permis de surmonter la crise mondiale avant la guerre de 39-45, mais seulement après. Ce n'est qu'après les destructions massives de la guerre et le règlement (provisoire) des questions de concurrence entre les différents pays capitalistes que l'accumulation du capital a pu réellement reprendre sur une large échelle⁶. La « régulation » taylorisme-fordisme correspond à ces possibilités ouvertes d'accumulation massive de capital après la guerre. A ce moment-là et cette condition préalable de résolution de la crise des années 30 étant remplie, elle permet effectivement de décrire correctement un aspect important (mais non le seul) du capitalisme des « 20 glorieuses » : les rapports production-consommation et leur influence sur le comportement de la classe ouvrière (les bases matérielles du réformisme de cette époque notamment).

Fermons cette parenthèse - qui montre déjà que le raisonnement des régulateurs est inacceptable- et poursuivons avec eux l'analyse qu'ils font de la crise actuelle. Car la question doit bien être posée : pourquoi une si belle régulation s'interrompt-elle tout à coup vers la fin des années 60 ?

Lipietz résume en deux facteurs les raisons de cet arrêt de la régulation monopoliste :

1/ Premier facteur : l'internationalisation de la production⁷. Dans son expansion le capitalisme a transformé le monde en un vaste atelier taylorisé où les pièces composant une marchandise sont fabriquées en des dizaines de pays différents avant l'assemblage final. Mais déclare Lipietz, nos capitalistes trop avides de profits, donc de main d'œuvre bon-marché, ont oublié de répandre les bienfaits du fordisme dans le tiers-monde. Les salaires y sont restés bas. Production de masse accrue sans que la consommation suive, quelle erreur Verdict : crise de surproduction. Avec cette internationalisation mal faite, « **le fordisme se lézarde** ». Autrement dit nous n'en

⁴ Voir Lipietz, « La crise », pp49-53 pour la description plus détaillée de cet équilibre.

⁵ Idem p52

⁶ Ici on rejoint le point de fond que les régulateurs ne voient pas : la crise est crise de suraccumulation de capital et il n'y a pas d'autre sortie de crise capitaliste que la guerre. Pour eux la guerre n'est qu'une sortie de crise capitaliste parmi d'autres, qu'ils ont justement pour mission d'indiquer. D'où leur position de conseillers de la bourgeoisie à qui ils disent en substance : « en suivant nos conseils, vous pouvez maîtriser le tour sauvage du capitalisme et éviter les solutions extrêmes : guerre et révolution ». Nous reviendrons dans d'autres articles à paraître sur cette question de la guerre.

⁷ Lipietz, « La crise », p58-61

serions pas là si Ford avait encore vécu. « Si le capitalisme était plus intelligent... » se lamentent toujours ses apologistes ! (Il ne lui vient pas à l'idée que s'il n'avait pas pillé, les 20 glorieuses n'auraient pas existé).

2/ Mais, s'il se lézarde, ce qui l'achève c'est, deuxième facteur, des blocages internes. « Le blocage du fordisme », c'est que les hausses de productivité du travail qui étaient de 5,5 % par an (multiplication par 4 en 25 ans) commencent à diminuer vers la fin des années 60. Le capitalisme ne peut plus satisfaire tout le monde et doit faire des choix entre les profits, l'investissement, les salaires. En France, apeuré par Mai 68, le patronat fait le mauvais choix économique : il favorise les salaires. L'investissement en prend donc un coup : c'est le retard de compétitivité, la désindustrialisation (d'où l'échec du plan de relance toutes frontières ouvertes d'après Mai 1981 pour cause de déficit du commerce extérieur). Bizarre, soit dit en passant, pourquoi les patrons n'ont fait nulle part, dans aucun pays, le « bon choix » ? Sont-ils bêtes ! Le recours au crédit (et donc à l'endettement) massif, a permis de freiner la chute de l'activité économique. Mais au prix d'une crise financière majeure, facilitée par le dérèglement monétaire dû à la déconnexion du dollar d'avec l'or. D'où politiques brutales, « monétaristes », de déflation (renchérissement du crédit et du dollar) accentuant en retour la crise.

Tout ceci n'est pas inexact en tant que description. Mais premièrement : nous ne sommes pas encore au cœur de la réalité avec ce problème de la productivité, puisqu'elle se redresse à nouveau aujourd'hui et que cela même accentue le chômage et la crise. Deuxièmement, reste pendant la question : d'où vient la baisse de la productivité ? Les régulateurs ne s'attaquent qu'à ce deuxième problème (sur lequel ils divergent quelque peu) mais laissent croire de toute façon que retrouver les gains de productivité permettrait de retrouver la régulation et de sortir de la crise. Leurs divergences portent donc seulement sur l'origine de la perte de productivité et comment y remédier.

- Certains (Aglietta) avancent l'idée d'un épuisement du progrès technologique. L'issue serait alors dans une nouvelle révolution technique, dans le secteur des industries en « ique » (électronique, robotique etc.). Elles introduiraient de nouveaux besoins, de nouvelles productions, de nouvelles hausses de productivité (notamment dans le secteur des services, du « tertiaire »). Ici la crise du capitalisme est purement attribuée à des causes techniques⁸. N'insistons pas : la filière électronique n'est pas la solution à la crise.

- D'autres (B. Coriat) font intervenir comme élément essentiel la résistance au taylorisme. Ici la crise trouve son origine dans la seule subjectivité des ouvriers. C'est dans la mesure où ils font grève, pratiquent le coulage, l'absentéisme, la passivité, etc. que les ouvriers, s'opposant ainsi aux conditions de travail, acculent le taylorisme à sa perte. Plus généralement ce sont les ouvriers qui, par leurs luttes, provoquent le progrès technique, celui-ci n'étant qu'une réponse des capitalistes, placés devant la nécessité d'obliger l'ouvrier au travail, à la production de plus-value⁹. Il y a bien sûr du vrai dans cette thèse. Mais elle est néanmoins fautive en ce qu'elle oublie un facteur important de la lutte des classes (la lutte des bourgeois entre eux, la concurrence qui pousse par elle-même à la compétitivité) et néglige le fait que le capital - a ses lois internes propres d'accumulation, relativement autonomes de la lutte ouvrière, et en étant la base matérielle avant d'être déterminées en retour par elle. Les tenants de cette thèse n'ont que deux solutions. Soit, considérant que toute lutte ouvrière autre que la révolution aboutit essentiellement au renforcement du capital et de l'exploitation, ils disent : révolution immédiate (militarisme) ou rien. Soit, ce que choisit Coriat, en bon régulateur, ils recherchent d'autres conditions de travail qui soient acceptables par les ouvriers et permettent de « relancer » le système : travail enrichi, recomposé, etc. Ce qui amène Coriat à proposer comme voie de sortie de crise : « **une politique technologique, de filières**

⁸ Ces thèses sont critiquées par Lipietz (pp32-35).

⁹ On retrouve ici l'influence des thèses subjectivistes des « operaistes » italiens (cf. Tronti). Le capital mort c'est la classe ouvrière qui l'a produit. Le capital vivant c'est elle. Le capitaliste ne fait qu'organiser le rapport entre le capital mort et le capital vivant, entre la classe ouvrière passée et présente. Les capitalistes sont organisateurs (d'où leur besoin d'Etat) coiffant par la force seule les producteurs bien que ceux-ci jouent le rôle social dominant (d'où le militantisme qui « libère » la classe dominante potentiellement). C'est la lutte ouvrière qui cause l'innovation technologique dont la seule raison d'être est de s'opposer à la classe, de permettre sa domination par l'organisation capitaliste. Nous ne critiquerons pas ici cette thèse qui isole la lutte ouvrière de toutes les déterminations matérielles telles que l'augmentation de la composition organique, les nécessités de l'accumulation capitaliste, le taux de profit, la concurrence, etc. Les limites du capitalisme sont dans ses bases économiques elles-mêmes comme fondement de la lutte de classe (incluant ouvriers et bourgeoisie) facteur déterminant. Le capitaliste n'est pas qu'organisateur d'un rapport de production. L'invention de la machine à vapeur n'est pas liée mécaniquement à la nécessité de briser l'ouvrier, le seul effet de la lutte ouvrière n'est pas de renforcer l'exploitation si elle ne mène pas à la révolution etc. etc.

industrielles, de pôles de compétitivité »¹⁰. Air connu et vieillot derrière un raisonnement qui a l'apparence du neuf.

D'autres enfin (Lipietz) observent qu'il s'est passé des choses significatives dans l'efficacité du capital lui-même. Par exemple :

- En 1959, un poste de travail dans l'industrie représente en moyenne 39 650 francs d'immobilisations. Mais 74 880 francs en 1973 (chiffres en francs 1970) et sûrement beaucoup plus aujourd'hui.
- De 1967 à 1973, les investissements s'accroissent de 63% pour une production qui ne croît que de 41%.
- Même idée : les faux frais du capital s'accroissent considérablement. **« D'ores et déjà, pour beaucoup de produits, le coût de fabrication représente moins de 20% du prix payé par le consommateur final. Le reste est constitué de « frais de mise à disposition » (publicité, marketing, étude de marché, frais généraux, frais de gestion, transport, emballage, commercialisation...) et de taxes, destinées à financer les "frais généraux de la nation" : les routes, la police pour réprimer les tentations de la 'société de consommation', la gendarmerie, les "conseils" en tout genre... Bref une part non négligeable des gains de productivité réalisés au cours de la fabrication est ainsi gaspillée en fonctions annexes, engendrées par notre organisation sociale, qui diminue de cette façon l'efficacité apparente de la production industrielle »¹¹.**

Bref, on nous donne ici des pistes de travail intéressantes comme : augmentation fantastique de la composition organique du capital, hypertrophie de l'appareil d'Etat et des faux frais du capital à l'époque des monopoles. Autant de caractères importants et spécifiques, de la crise actuelle. Et qui, étaient en œuvre pendant « l'âge d'or » de la régulation lui-même : l'équilibre n'était donc pas si parfait ?

Mais Lipietz ne cite ces faits qu'en passant. Il n'en tire aucune conclusion pour l'avenir de la régulation. Apparemment sa possibilité n'est pas remise en cause. Simplement il y a un choix à faire. « un douloureux dilemme »¹². Puisque la productivité n'est plus ce qu'elle était, on ne peut satisfaire à la fois les profits, l'investissement, les salaires. Ou on finance des investissements de plus en plus lourds, ou des gains salariaux nouveaux. That is the question. La première voie conduit au chômage accru, aux conflits sociaux et au manque de débouchés. La seconde à la faillite de « notre » capitalisme face au concurrent. Insoluble ? Pas pour nos régulateurs qui se fixent pour objectif d'en proposer une troisième au capitalisme, s'imaginant sans doute que leur sagesse d'experts peut en détourner le cours nécessaire, en modifier les lois de développement.

III UNE NOUVELLE REGULATION, UN NOUVEAU CONSENSUS SOCIAL

Lipietz and Co récusent la solution purement technique proposée par les « productivistes » : trouver d'autres productions, créer d'autres besoins grâce aux « iques ». Ils constatent à juste titre que la course acharnée à produire toujours plus, à la hausse de la productivité ne fait qu'aggraver la crise. Il n'est pas vrai, comme le proclament Sauvy et ses disciples, que seules les « rigidités » (droit du travail) empêchent le capitalisme de se développer et d'embaucher, et que le machinisme ouvre des horizons sans fin à toujours plus d'emploi, toujours plus de travail. Le but que se fixe la société doit d'ailleurs bien plutôt être l'inverse : moins de travail contraint, plus de richesses.

Nos régulateurs se posent alors la question suivante : 1/ il faut réduire le travail ; 2/ il faut sortir du « cruel dilemme » augmenter les investissements ou augmenter les salaires. Comment faire la synthèse ? Comment sur ces bases trouver une nouvelle régulation ? Et bien toujours par la politique de l'échange, base de la philosophie des régulateurs : de la réduction du temps de travail et un travail enrichi, démocratisé, etc. contre une baisse de revenus.

¹⁰ Coriat. Dans « Les Temps Modernes » (Avril 1983), p381.

¹¹ Lipietz, « La crise », pp65-66.

¹² Id. p67.

Marx et le développement de la productivité

« Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même.

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain.

La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société au minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc. grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous.

Le Capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le surtravail comme la condition — question de vie ou de mort — du travail nécessaire.

D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux — simples faces différentes du développement de l'individu social — apparaissent uniquement au Capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont les conditions matérielles, capables de faire éclater cette base ».

Fondements de la critique de l'économie politique tome 2, p222 Ed. Anthropos, 1968

Rompre la spirale production de masse/consommation de masse. Comme les travailleurs en ont assez du taylorisme, ils accepteront bien moins le fordisme. Ce qu'ils veulent aujourd'hui d'ailleurs c'est la convivialité, la qualité de la vie.

Bref, la nouvelle régulation remplace l'ancienne en ceci : avant vous aviez échangé les conditions de travail tayloriste contre du pouvoir d'achat. Maintenant échangez de pouvoir d'achat contre l'amélioration des conditions de travail. La qualité contre la quantité. Et le consensus social en prime.

Quelle politique cela nous donne-t-il ?

Nos régulateurs pourfendent la politique monétariste de la droite, ses méthodes thatchériennes ou reaganienne. Ils critiquent aussi la gauche au pouvoir, et ses erreurs keynésiennes de relance de la consommation. Mais au fond ils divergent sur les moyens employés, pas sur le but, qu'ils partagent tous en commun à savoir : comment relancer le capitalisme, comment retrouver une régulation qui soit aussi performante que celle de « l'âge d'or » d'après-guerre.

Pour y parvenir, les régulateurs proposent en fin de compte tous les mêmes ingrédients, même si, suivant les

différents auteurs, leurs proportions varient dans la recette. On y trouve les principaux éléments suivants :

- échange des salaires contre conditions de travail (35 heures, lois Auroux...) ¹³.
- limiter la consommation au profit de l'investissement.
- retrouver des gains de productivité grâce à l'automation
- lutter contre la concurrence grâce à la dévaluation, au protectionnisme ou à une politique de filières industrielles (opposée à celle des créneaux) compétitives, ou les deux à la fois.
- le tout accompagné de discours futuristes sur le temps libre, la diminution du travail contraint, la société dualen(ou pas), la convivialité, etc., etc. pour après la crise, quand tout ira bien, quand la compétitivité aura été rétablie et la prospérité retrouvée.

Pour reprendre l'exemple du modèle qui nous a paru le plus significatif, celui de Lipietz and Co, on remarque que peu de choses le sépare de la gauche officielle. Il pense que la politique d'après 81 de relance de la consommation était erronée seulement parce que, la droite n'ayant pas assez freiné sur les salaires et laissé se dégrader les investissements et le tissu industriel français, elle a entraîné le déficit du commerce extérieur. D'autant plus que le franc était, selon lui, surévalué. Il dit : « **la relance n'a posé qu'un seul grave problème le déficit extérieur qui doit être traité comme tel en orientant la consommation nationale vers la production nationale** » ¹⁴. Sur ce thème, Lipietz rejoint le PCF. Il proclame : vive le protectionnisme. Selon lui, sur ce terrain, la gauche n'a fait que du « **bricolage** », elle a été trop « **timide** » ¹⁵. Lipietz entre en guerre contre le libre-échange et veut une politique musclée de protectionnisme ¹⁶. Grâce à lui on pourrait :

1/ Reconstituer le tissu industriel brisé par Giscard et remédier au déficit du commerce extérieur qui est « structurel » (dû non pas à la concurrence, mais au fait que des produits ne sont pas fabriqués en France). « **A l'abri du protectionnisme, une politique de relance est possible** ».

2/ Se mettre à l'abri de la concurrence pour briser le cercle vicieux de la course aux hausses de productivité. La protection des frontières permettrait de construire une société plus conviviale qui « **en finirait avec le productivisme** ». Ainsi l'objectif économique produire et consommer moins (il y a saturation) pourrait être couplé avec celui de la qualité de la vie (un travail moins lié au critère de la compétitivité).

De toute façon « **les mesures protectionnistes sont la clef de tout changement de modèle. Que ce soit pour aller vers une société hyperproductiviste ou conviviale ou socialiste ou même réactionnaire** » ¹⁷... et « **le libre échange est l'arme principale d'une guerre économique** ».

Alors on n'a pas le choix. De plus le protectionnisme serait la paix On ne peut mieux illustrer l'incohérence insondable où sont conduits aujourd'hui ceux qui veulent trouver des moyens techniques, des choix du genre protectionnisme ou libre échange, qualité ou quantité, etc., pour sauver le capitalisme. Car Lipietz lui-même affiche par ailleurs les conséquences guerrières de son protectionnisme quand, prônant la dévaluation comme une des mesures allant dans ce sens, il le justifie en disant que cela permettrait aux entreprises françaises de gonfler leurs bénéfices à l'exportation (comme s'il n'y aurait pas de mesures réciproques des concurrents) et « **autant qu'elles fassent leurs profits sur les consommateurs étrangers plutôt que sur les travailleurs français** » ¹⁸ (Lipietz). Car les étrangers, chacun le sait, sont des consommateurs bons à être plumés, par des travailleurs. C'est bien une déclaration de guerre... au prolétariat ¹⁹.

Question : qu'est-ce qui différencie vraiment Lipietz and Co du PC ou du Cérès. Réponse : les uns ont le pouvoir,

¹³ « **Bien sûr, chacun devra consommer moins** » (Lipietz, « La crise », p142).

¹⁴ Id. p131

¹⁵ Id. p127

¹⁶ Louanges ou protectionnisme largement claironnés dans l'article de Lipietz du Monde Diplomatique de Juin 83 ou celui des Temps Modernes d'Avril 83, plus que dans le livre sur la crise destiné à un public plus « à gauche ».

¹⁷ Lipietz : « Le Monde Diplomatique »

¹⁸ Lipietz : « Temps Modernes » p46.

¹⁹ Dans un prochain article nous critiquerons de façon plus détaillée cette théorie si à la mode du protectionnisme. Contentons-nous ici de citer une lettre d'Engels : « **Les maîtres de forge ne peuvent souhaiter le protectionnisme que dans la mesure où, groupés en unions, en conjurations, ils imposent des prix de monopoles au marché intérieur afin de jeter sur le marché extérieur le reste de leur production à des prix de dumping, comme ils le font du reste déjà à l'heure actuelle** ».

les autres les conseillent.

La nature du courant des régulateurs est, comme il se doit, facilement dévoilée dans la politique concrète qu'ils préconisent. Il nous reste, pour conclure, à en préciser toute la signification d'apologistes du capitalisme.

IV DU TISSU NEUF POUR UN VIEUX COSTUME

Le courant des régulateurs est, au fond, une tentative pour donner un nouveau souffle au réformisme. Inventer un réformisme du temps de crise. Suppléer à la faillite du réformisme classique fondé sur l'obtention des miettes du festin d'un impérialisme de l'époque de l'expansion.

Les régulateurs ont bien compris que ce réformisme classique, dont ils ont décrit justement une des bases avec le couple taylorisme-fordisme (mais en « oubliant » l'impérialisme), a vécu avec l'échec de la relance de 1981. Mais ne voyant pas l'ampleur et les fondements de la crise, ils attribuent cet échec à de simples erreurs techniques (pas assez de dévaluation, pas de sortie du SME, pas assez de protectionnisme). Ils pensent que le capitalisme peut encore s'en sortir, sans guerre, sans destruction massive. Et qu'une nouvelle régulation est possible. On pourrait aussi dire qu'éblouis par la période « faste » d'après-guerre nos petits bourgeois ne pensent qu'en terme d'équilibre, de régulation. Ils sont obnubilés par la volonté de retrouver l'âge d'or, et cette idée fixe les empêche d'analyser la crise en matérialistes. Ils sont subjectivistes : leurs idées préconçues, leurs rêves, leur idéologie de classe déterminent leur vision du monde.

Cette subjectivité nous en avons déjà donné un aperçu dans le chapitre « l'arbre qui cache la forêt ». Deux exemples encore :

- **Sur le passé.** Voyez quelle leçon Lipietz and Co tire de la crise des années 30 : « **le précédent de 1930 peut nous éclairer à cet égard : l'économie capitaliste d'après la crise de 1930 n'est guère comparable à celle d'avant. Le rôle de l'Etat a changé, des systèmes de protection sociale ont été mis en place, les revenus salariaux progressent assez rapidement. Bref, l'économie s'est transformée, même si elle demeure capitaliste. Grâce à cette transformation, les blocages internes ont pu être levés, et une nouvelle phase de croissance - exceptionnellement rapide et durable - a pu voir le jour. On peut supposer que, dans la crise actuelle, il en est de même : les « mécanismes » antérieurs de croissance se sont grippés peu à peu, et l'ensemble de l'économie ne parvient plus qu'à des résultats médiocres par rapport à la situation antérieure. Une transformation des règles qui fondent notre économie est devenue nécessaire pour sortir de la crise. L'avenir ne sera pas le prolongement pur et simple du passé, il sera différent : ce qui est en cause, c'est la régulation même de notre société, c'est-à-dire l'ensemble complexe des règles qui lui permettent de se reproduire sans engendrer des tensions - économiques, sociales politiques – insupportables** ». ²⁰

Ici la guerre mondiale est « oubliée ». Et on nous promet que, comme en 1930, « l'économie capitaliste d'après crise » sera différente de celle d'avant, grâce à quoi « les blocages internes » seront levés, il y aura une nouvelle phase de croissance, etc. etc. La crise n'est qu'un moment à passer au garage pour changer un moteur cassé... et ça repart grâce à l'habileté du garagiste.

- **Sur l'avenir.** Dans nos propres rangs les régulateurs ont eu assez d'influence pour qu'un article de la Cause du Communisme ait pu reprendre leurs thèses et prévoir, parmi les mesures, que la gauche pratiquerait : « le relèvement modéré de la consommation populaire... la reprise de l'indexation salaires/productivité... la remise en route de la politique contractuelle » ²¹. Ici, on le voit encore, la régulation apparaît comme une volonté de la bourgeoisie, une politique consciente qui fait « échanger » une mesure contre sa contrepartie, le taylorisme contre le fordisme. Il était parfois dit aussi : la bourgeoisie ne peut pas baisser les salaires car ce serait affaiblir la consommation et accroître la crise.

²⁰ Lipietz, « La crise », pp19-20.

²¹ Cause du Communisme N°5 pp85-86

Comme si la bourgeoisie faisait ce qu'elle voulait Seule compterait la volonté, les désirs, les idées. C'est ce que les régulateurs disent des hausses de salaires de « l'âge d'or ». Or, elles étaient moins « un calcul » régulateur des capitalistes, une volonté consciente d'échanger quantité contre qualité, qu'une nécessité due à l'expansion (et donc aux besoins de main d'œuvre, d'où moins de concurrence sur le marché du travail). Et, deuxièmement, dues à l'augmentation de la valeur de la force de travail entraînée par l'apparition de nouveaux besoins nécessaires à sa reproduction. Pas plus le prolétariat que la bourgeoisie ne peuvent décider à sa guise des salaires.

Bref, c'est bien ici le règne du subjectivisme : le capitalisme est un équilibre parce que Ford a eu le génie de compléter Taylor, parce que bourgeois et prolétaires y échangent travail contre salaires en fonction de leur volonté, de leur force, de leur conscience, parce qu'il suffit de le vouloir pour le pouvoir. A ce compte-là, évidemment, l'intellectuel régulateur a aujourd'hui son rôle bien valorisant à jouer : expert hors classe il va nous proposer un nouvel équilibre. Par exemple : consommer moins, s'abriter derrière les frontières, relancer l'investissement, travailler moins. Ici le subjectivisme protège, on le voit bien, l'économisme le plus fadasse. Son seul problème c'est : plus ou moins de développement des forces productives²². Sa seule divergence avec la bourgeoisie, c'est où trouver le meilleur équilibre : **« Pour moi le plus grand risque de la politique actuelle c'est de chercher un point d'équilibre socio-politico-économique à un endroit où il n'existe pas »**²³. Dur, dur, quand on recherche l'équilibre bourgeoisie-prolétariat. Même si (on est modeste que diable) on avoue une ambition limitée : **« éviter pendant quelques années la catastrophe généralisée, ce serait déjà bien beau »**²⁴. Histoire de ne pas dire qu'on croit tout à fait aux miracles et qu'on ne prétend pas à autre chose qu'à un « moment » de répit.

Le subjectiviste, qui plus est s'il est intellectuel de surcroît, croit donc dur comme fer que le capitalisme peut se plier à ses idées, l'économie à ses volontés. Il est économiste parce qu'il pense pouvoir se soumettre librement l'économie : il en sous-estime la détermination en même temps qu'il surestime les effets des manipulations qu'il croit pouvoir lui infliger. Il sépare l'économie des rapports sociaux d'exploitation qui en sont la matière vivante.

Ainsi cherchant les causes de l'échec du fordisme, il observe bien la baisse de la productivité due à la hausse de la composition organique du capital et à l'augmentation du « faux frais ». Loin d'y voir alors une loi nécessaire, il n'y voit qu'un accident que l'expert va réparer : ne serait-ce pas mieux pour tout le monde que chacun accepte un peu moins de profit, un peu moins de travail, un peu moins de salaires ?

Seulement voilà, le capitalisme ne veut pas de ses solutions; Il ne peut pas accepter la bonne idée de Lipietz and Co d'entériner la baisse de la productivité par un gel, en quelque sorte, du processus d'accumulation forcené à l'abri des frontières. La société conviviale de développement à petite vitesse, pépère, ne l'intéresse pas. Sa loi d'existence c'est l'accumulation par production de plus-value, c'est le taux de profit. Sa crise c'est une crise de « trop » de capital, de baisse du taux de profit. Sa solution n'est pas d'y renoncer, d'être moins gourmand, mais de restaurer à tout prix le taux de profit. Ce qui veut dire accroître la productivité par les licenciements et les investissements (restructuration). Elle est aujourd'hui revenue à + 5% en 1983, soit le chiffre le plus élevé depuis 1973... et pourtant la crise continue contrairement à ce qu'auraient pu laisser croire les règles de la régulation. C'est que cela ne suffit pas à rémunérer la masse du capital accumulé. La concurrence entre capitaux s'exacerbe donc, jusqu'à ce que la guerre économique se transforme en guerre militaire.

Un article de ce numéro de la CDC reprend un peu plus en détail ces problèmes. Nous concluons ici que le capitaliste qui « dégraisse », qui restructure, qui licencie est le seul qui a raison d'un point de vue capitaliste. Ce ne sont pas les lois Auroux, le travail enrichi, les 35 heures, le protectionnisme, la convivialité, etc. qui peuvent aujourd'hui relancer le capitalisme. Mais que les capitaux les plus forts éliminent les plus faibles pour reconquérir un « espace vital » pour relancer l'accumulation.

Lipietz prétend nous proposer une voie d'attente. Son but, nous dit-il, est simplement **« d'éviter la catastrophe pendant quelques années »**²⁵. Et tout ce qu'il trouve pour y parvenir, c'est une politique qu'il résume lui-même

²² Et s'il dit « moins » ça lui permet de se prétendre, en tant « qu'anti-productiviste », contre la théorie révisionniste des forces productives, ce qui fait toujours bien !

²³ Lipietz, « Les Temps Modernes » p373.

²⁴ Lipietz, « La crise » p138

²⁵ Lipietz, « La crise » p151.

ainsi : « **légère relance + protectionnisme** ». C'est-à-dire la politique de la gauche, celle qui mène au chômage, à la restructuration, à la catastrophe.

Il nous met en garde : « **il est dangereux de vouloir tout démolir en espérant qu'un nouvel ordre jaillira des décombres quand la poussière sera retombée** », aussi pousse-t-il l'amabilité jusqu'à suggérer comment éviter la démolition : « **nous avons même suggéré quelles béquilles il fallait laisser en place pour maintenir l'édifice ancien afin qu'il ne nous entraîne pas dans une chute trop brutale** »²⁶. Merci de l'aveu. C'est bien là le rôle des soi-disant réformateurs. Non seulement ils nous proposent des « solutions » qui ne sont que celles mises en œuvre par le capital lui-même, mais ils veulent lui mettre des béquilles. C'est bien, qu'au moment où ils sentent le vieux monde s'écrouler, nos petits bourgeois prennent peur de la catastrophe qui s'annonce et cherchent à tout prix une bouée de sauvetage. Surtout pas de « décombres », vite des béquilles !

Cet aveu d'impuissance, cette panique, sont bien un aveu justement de ce que la révolution est tout à fait à l'ordre du jour comme seule solution aux problèmes actuels qui aille dans le sens des intérêts de l'humanité. Certes le prolétariat n'y est pas encore prêt en conscience et en organisation. C'est le prétexte que saisissent les régulateurs pour prôner de soutenir encore un peu le capitalisme. Un petit peu seulement, rassurez-vous.

Qu'est-ce donc, au mieux, sinon que la politique de l'autruche ? La catastrophe arrive mais ne nous attaquons pas immédiatement à la tâche de la conjurer. Certes le prolétariat n'est pas encore prêt. Mais se préparera-t-il en consolidant le capitalisme avec les béquilles du protectionnisme, des acceptations de perspectives du genre « le pouvoir d'achat de beaucoup baissera... », ou bien par la lutte contre le capital, sans craindre la poussière des décombres ? S'il se laisse influencer par ces phraseurs diplômés, le prolétariat sera loin de mettre la révolution à l'ordre du jour. Leurs arguments sont vieux comme le monde. Comme tous les petits bourgeois craintifs ils prennent le ton de prudents sages pour proclamer : « ne faisons que ce qui est possible, et n'est possible que ce qui se passe sous nos yeux ». Ils prêchent la soumission à longueur d'articles et de livres et après osent sans vergogne s'étonner : le prolétariat n'est pas prêt pour la révolution, il n'est pas encore communiste dans sa majorité, etc. etc.

N'en est-il pas ainsi quand on lit cette très juste définition du projet des régulateurs : « ce qui est en jeu, c'est notre capacité à poursuivre une politique de transformations sociales dans le sens du socialisme, tout en maintenant dans leurs pleines efficacités les productions capitalistes et étatiques »²⁷ Le socialisme en politique et le capitalisme en économie ! Avec ce projet le socialisme peut aussi bien s'appeler fascisme²⁸. Avec ce projet, en tout cas, le capitalisme peut bien dormir sur ses deux oreilles : la bourgeoisie conservera et le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Quelle influence aura le courant des régulateurs ? Comment évoluera-t-il ? Son seul avenir est d'aller toujours plus loin au service de la bourgeoisie, au fur et à mesure que la crise s'aggravera et que les bouleversements se préciseront, ou de disparaître.

Ce courant est, comme tout courant réformiste à l'heure où s'aiguisent les conflits de classe, dangereux. Il ne faut pas le laisser gagner en influence. Il faut lui « réguler » son compte, et souhaitons que cette contribution aura aidé à le faire le mieux possible.

Charles Paveigne - 15.2.1984

²⁶ Lipietz « La crise », p140.

²⁷ M. Beaud, « Les Temps Modernes », p66.

²⁸ Je suggère simplement ici, non pas que les régulateurs sont des fascistes, mais que beaucoup de leurs thèmes idéologiques peuvent nourrir un futur courant populaire fasciste, comme cela a été le cas après la première guerre mondiale où toute une aile du fascisme en Italie, Allemagne, France est née à gauche, dans la petite bourgeoisie apeurée par la catastrophe, sur le thème du capitalisme maîtrisé, social, national, la voie fasciste étant même présentée comme la voie des intérêts communs à toutes les classes rassemblées (le faisceau), opposée aussi bien au capitalisme (cosmopolite, jouisseur, gaspilleur, pourri par l'argent, et immoral) qu'au socialisme (égalitariste, athée, anti-national, désordre, diviseur, etc.). Nous reviendrons dans un autre article sur cette question.